

que la session puisse se terminer ce soir; peut-être pourrions-nous presser l'étude du premier crédit du ministère des Finances.

L'hon. M. Hees: Comme toujours, je m'empresse de me conformer à votre décision, monsieur le président.

M. McIlraith: J'aimerais dire un mot de l'administration du gouvernement, en ce qui concerne les crédits qui relèvent du ministre des Finances. À ce stade-ci de nos délibérations, je voudrais m'en prendre particulièrement à la partie de ses fonctions qui se rattachent à sa responsabilité en matière de droits de douane et de négociations d'échanges commerciaux. Il est clair, je pense, que cela relève nettement de sa compétence, dans le contexte du poste n° 1 présentement à l'étude. Je voudrais parler notamment, il va sans dire, de sa présence à la conférence du Commonwealth, qui a eu lieu à Accra, et de l'attitude que le gouvernement canadien a manifestée là-bas. Que le ministre du Commerce ait traité de ce sujet comme il l'a fait ce soir, voilà ce que je déplore. À mon avis, l'affaire est d'importance capitale pour tous les Canadiens, et j'espérais que le gouvernement s'y attaquerait sérieusement en faisant exposer et défendre sa ligne de conduite, ou en la modifiant, à son gré.

Cependant, l'exubérance du ministre du Commerce l'a apparemment poussé à commettre toutes les bévues qu'on reproche ordinairement à quelqu'un de beaucoup plus jeune que lui—quelques dizaines d'années plus jeune peut-être. Cet après-midi, le ministre des Finances a commencé par critiquer vertement les comptes rendus que les journaux ont donnés de son discours. Il a déclaré que les comptes rendus étaient entachés de flagrantes inexactitudes et ainsi de suite.

L'hon. M. Fleming: Je n'ai pas parlé des comptes rendus, mais plutôt des commentaires et des articles de fond.

L'hon. M. Pickersgill: Le voilà qui marmonne encore une fois.

M. McIlraith: D'une façon générale, il a récusé l'interprétation que les journaux ont donnée aux propos qu'il avait tenus à la conférence. Il a traité de mensonges criants les observations des commentateurs radiophoniques. Puis, relevant les passages des articles de journaux qui qualifiaient la ligne de conduite du gouvernement d'antibritannique et d'anti-Commonwealth, il a ajouté l'observation suivante que j'ai notée: «Lorsqu'un gouvernement deviendra antibritannique, je n'y serai certainement pas ministre.» J'ai pris note de ses observations, je crois qu'elles traduisent exactement sa façon de penser, et j'y souscris.

[M. le président suppléant.]

J'aimerais m'arrêter ce soir à la ligne de conduite du gouvernement, pour autant qu'on nous la fasse connaître, bien que le ministre, après avoir essayé de citer textuellement le discours qu'il a prononcé à Accra, ait refusé d'en déposer le texte. Son collègue, le ministre du Commerce, s'est livré à une autre de ses fameuses démonstrations et, par erreur, a distribué son discours aux journalistes. Nous n'avons que le texte du discours remis aux journalistes, ainsi que les commentaires des journaux, qui semblent vivement préoccuper le ministre des Finances.

L'article que j'ai en main est dû à la plume de M. Norman MacLeod, correspondant attaché à la tribune des journalistes depuis une trentaine d'années. C'est une dépêche de l'agence U.P.I., en voici l'introduction:

Le texte suivant est d'environ 2,000 mots. Il s'agit de la plus grande partie du texte d'un discours d'importance qu'a prononcé le ministre du Commerce, M. George Hees, sur la possibilité d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun européen.

C'est le seul document qu'on a mis à la disposition du public et des journaux. Le ministre du Commerce l'ayant remis aux journalistes, par erreur, par maladresse ou pour quelque autre raison, j'ai demandé qu'on produise le texte original des passages du discours que commente ce communiqué de presse, afin que l'on sache exactement ce qui a été dit, car je suis d'avis qu'il importe, pour le pays, qu'il n'y ait absolument aucune confusion à ce sujet. Le ministre a rejeté la requête.

J'ai déjà soulevé la question à l'occasion de débats antérieurs. Le 24 avril, lors d'un débat sur une motion de subsides, l'opposition a présenté la proposition d'amendement suivante:

«Cette Chambre déplore le protectionnisme et l'illogisme des principes économiques du gouvernement et regrette que ce dernier n'ait pas formulé, à l'égard du commerce extérieur, une politique à longue échéance qui permette au Canada de bénéficier pleinement des possibilités nouvelles et grandioses qu'offre le commerce international en mettant en œuvre un programme audacieux susceptible de stimuler l'expansion de nos industries manufacturières secondaires et en encourageant le développement d'une Communauté économique atlantique.»

Dans ce débat des 24 et 25 avril, il a été question du Marché commun européen et on a beaucoup parlé de l'attitude des partis à l'égard du Marché commun. Je n'ai pas l'intention de répéter ce qu'on a dit à ce moment-là, mais je veux signaler en passant que cette question a été réglée et j'ai accusé les deux ministres intéressés d'avoir formulé des menaces de représailles, advenant l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, et